



EXTRAIT
DU
REGISTRE DES DELIBERATIONS
du Conseil de Communauté de l'Agglomération Dijonnaise

Séance du 24 mai 2007

Membres présents :

Président : M. REBSAMEN

Secrétaires de séances : M. CLAUDET et Mlle MASLOUHI

M. François REBSAMEN, M. Jean ESMONIN, M. Pierre PRIBETICH, M. Jean-Patrick MASSON, M. Michel JULIEN, M. Jacques FOUILLOT, M. Guy GILLOT, M. Patrick CHAPUIS, M. Didier MARTIN, M. Bernard RETY, M. Gérard LABORIER, M. Patrick SAUNIE, M. Jean-Claude DOUHAIT, M. Gérard DUPIRE, Mlle Badiaâ MASLOUHI, M. André GERVAIS, M. Jean-François DESVIGNES, M. Patrick MOREAU, M. Philippe CARBONNEL, M. Jean-Pierre DUBOIS, Mme Janine BESSIS, M. Jean-Pierre GILLOT, Mme Jacqueline GARRET-RICHARD, M. Alain MARCHAND, M. Jacques DANIERE, M. Georges MAGLICA, M. Jean-Pierre BOUHELIER, Mme Marie-Christine DELEBARRE, Mme Elisabeth BIOT, M. Louis LAURENT, M. Patrick AUDARD, M. Jean-Jacques BERNARD, M. François NOWOTNY, Mme Christine MASSU, M. Paul LECHAPT, M. Stéphan CLAUDET, Mme Marie-Françoise PETEL, M. Claude PICARD, M. Gaston FOUCHERES, Mme Joëlle LEMOUZY, M. Mohammed IZIMER, Mme Hélène ROY, Mme Christine DURNERIN, Mme Sylviane FLAMENT, Mme Catherine HERVIEU, Mme Myriam BERNARD, Mme Lê Chinh AVENA, M. Jean-Pierre SOUMIER, M. Pierre PETITJEAN, Mme Nicole MOSSON, M. Nicolas BOURNY, M. Jean-François GONDELLIER, M. Bernard OBRIOT, M. Jacques PILLIEN, M. Paul ROIZOT, M. Bernard BARBEY, M. Jean-Louis JOLY, M. Jean-Paul HESSE, M. Rémi DETANG, M. Jean-François DODET, M. Norbert CHEVIGNY, Mme Christiane COLOMBET.

Membres absents :

M. Gilbert MENUT, Mme Françoise MANSAT, M. François BRIOT, M. Jean-Marc NUDANT, M. Philippe BELLEVILLE., M. Michel BACHELARD pouvoir à M. Rémi DETANG, M. Rémi DELATTE pouvoir à M. Jean-François DODET, Mme Colette POPARD pouvoir à M. Pierre PRIBETICH, M. Yves BERTELOOT pouvoir à M. Gérard DUPIRE, M. Hervé BRUYERE pouvoir à M. Jean-Pierre DUBOIS, M. François-André ALLAERT pouvoir à Mme Hélène ROY, M. Claude PINON pouvoir à M. André GERVAIS, M. Lucien BRENOT pouvoir à M. Paul ROIZOT, M. Jean PERRIN pouvoir à M. François NOWOTNY, Mme Françoise TENENBAUM pouvoir à M. Guy GILLOT, M. Alain MILLOT pouvoir à Mlle Badiaâ MASLOUHI, M. Mohamed BEKHTAOUI pouvoir à Mme Joëlle LEMOUZY, Mme Claude-Anne DARCIAUX pouvoir à Mme Nicole MOSSON, Mme Claudette BLIGNY pouvoir à M. Nicolas BOURNY, M. Christian PARIS pouvoir à M. Gilbert MENUT.

OBJET : ENVIRONNEMENT - Convention d'objectifs et de moyens entre la Maison de l'Environnement, de l'Architecture, du Paysage et du Cadre de Vie et la Communauté d'agglomération dijonnaise

A la suite de la délibération du Conseil de communauté du 21 décembre 2006 créant la régie personnalisée chargée d'assurer la gestion « Maison de l'environnement, de l'architecture, du paysage et du cadre de vie », il convient de signer avec la régie une convention d'objectifs et de moyens. Celle-ci précise les missions que le Grand Dijon confie à la Maison de l'environnement, de l'architecture, du paysage et du cadre de vie. Les objectifs sont essentiellement la mise en oeuvre

d'expositions thématiques et d'un dispositif d'animations pédagogique. Cette convention a une durée de validité de trois ans.

En termes de moyens, la convention établit les relations de la régie et du Grand Dijon en matière de gestion administrative du personnel et de gestion administrative des finances.

La dotation initiale correspondra à la demande de subvention figurant au budget prévisionnel de la régie pour l'année 2007 soit 120 000 €. Elle comprend également le bien immobilier constitué par le bâtiment situé au 33 rue de Montmuzard en précisant que la prise de possession des lieux aura lieu à réception de l'ouvrage par le Grand Dijon.

Conformément à l'article L 2221-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de désigner le directeur de la régie sur proposition de Monsieur le Président

**LE CONSEIL,
Après en avoir délibéré,
DECIDE**

- **d'approuver** la convention d'objectifs et de moyens ci-annexée ;
- **d'attribuer** une subvention de fonctionnement de 120 000 € à la régie pour l'exercice 2007.
- **de procéder** à la désignation du Directeur de régie de la Maison de l'environnement, de l'architecture, du paysage et du cadre de vie. Est désigné : Monsieur Sébastien APPERT.

Pour extrait conforme,
Le Président

Publié le 30 MAI 2007
Déposé en Préfecture le



PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR
Déposé le :

- 1 JUIN 2007



PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR

Déposé le :

- 1 JUIN 2007



VU pour être annexé à délibération

du Conseil du : 24-5-07

DIJON, le : 30 MAI 2007

LE PRÉSIDENT,

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS POUR LA GESTION DE LA MAISON DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ARCHITECTE, DU PAYSAGE ET DU CADRE DE VIE.

ENTRE

La Communauté de l'agglomération dijonnaise représentée par son Président en exercice et ci-après dénommée « le Grand Dijon »,

ET

L'Établissement Public Local la « Maison de l'environnement, de l'architecture, du paysage et du cadre de vie », régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, représentée par son Président en vertu d'une délibération du Conseil d'administration du 7 février 2007, ci-après dénommé « l'Établissement Public »,

Afin de définir les relations conventionnelles, notamment en termes d'objectifs et de moyens entre le Grand Dijon et l'Établissement Public, il a été convenu et arrêté ce qui suit.

TITRE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 – DEFINITION DU SERVICE ET DES OBJECTIFS

Conformément à la délibération et aux statuts de l'Établissement Public approuvés par le Conseil de Communauté le 21 décembre 2006, les missions de l'Établissement Public sont les suivantes :

- La création et l'organisation d'animations pédagogiques en direction des scolaires (primaires, collèges, lycées) en coordination avec l'Education Nationale.
- La mise en relation en direction des scolaires des différents sites industriels liés à l'environnement relevant de la compétence du Grand Dijon.
- La mise en relation en direction des scolaires des différents sites d'animations environnementales relevant des autres collectivités publiques, du privé ou d'associations.
- La création et l'organisation d'animations pédagogiques en direction de la jeunesse pendant les activités péri-scolaires et les vacances scolaires.
- L'organisation d'expositions thématiques principalement à destination des scolaires pouvant -en tant que besoin- être présentées au grand public,
- l'organisation de conférences, de réunions publiques en relation avec les différents sujets abordés,
- la mise en oeuvre d'une communication sur les activités de la Maison de l'environnement, de l'architecture, du paysage et du cadre de vie : site Internet/ publications/ événements,
- l'organisation d'un fonctionnement en réseau local avec l'ensemble des partenaires institutionnels et associatifs du territoire.

Dans le cadre de ces missions pour l'exécution desquelles l'Établissement Public devra rechercher les meilleures conditions de fonctionnement, le Grand Dijon demande à ce dernier d'atteindre les objectifs ci-après.

1.1 S'agissant de la gestion et de l'exploitation de la Maison de l'environnement, de l'architecture, du paysage et du cadre de vie, les missions de l'Établissement Public sont les suivantes :

En matière d'animations pédagogiques, l'Établissement Public poursuivra la mise en oeuvre et le développement du dispositif initié depuis novembre 2005 par le Grand Dijon en partenariat avec l'Education Nationale et l'ADEME Bourgogne ainsi que les associations locales. Ce dispositif sera progressivement élargi au secteur para-scolaire. L'objectif majeur de ces animations est d'apporter, en collaboration étroite avec l'enseignant ou l'éducateur, l'ensemble des éléments contribuant à une véritable éducation au développement durable et offrant les informations propres à aider le jeune (et au-delà) à se forger sa propre opinion.

En matière d'expositions, l'Établissement Public élaborera une programmation annuelle d'expositions dans un souci de respect de la diversité des thématiques et en prenant en compte les différents avis des partenaires.

En matière d'accompagnement de communication, l'Établissement Public mettra en oeuvre un site Internet présentant l'information générale sur les activités de la Maison de l'environnement, de l'architecture, du paysage et du cadre de vie ainsi que la promotion des expositions temporaires. Une politique de communication partenariale sera mise en oeuvre avec les médias locaux et nationaux.

1.2. D'une façon plus générale, La Maison de l'environnement, de l'architecture, du paysage et du cadre de vie jouera un rôle de portail en fonctionnant en réseau pour l'ensemble des équipements communaux et d'agglomération liés au développement durable pour faciliter l'appréhension des problèmes et accueillir le public scolaire : planétarium, stations d'épuration des eaux usées, usine d'incinération des ordures ménagères, centre de tri, dépôt des transports urbains,...ainsi qu'avec l'ensemble des partenaires locaux, régionaux et/ou nationaux.

Dans ce cadre :

- il participera aux différents réseaux départementaux, régionaux et nationaux,
- il favorisera la mise en oeuvre de formes adaptées de coopération avec les autres acteurs concernés par la promotion des savoirs et la diffusion des connaissances dans les secteurs concernés par les objectifs thématiques de l'établissement Public,
- il fera valoir que l'action qu'il conduit bénéficie d'un soutien permanent du Grand Dijon.

Article 2 – REGIME JURIDIQUE DES BIENS.

2.1. Dotation initiale

Pour l'exécution du service décrit à l'article 1, le Grand Dijon mettra à la disposition de l'Établissement Public, à titre de dotation initiale, le bien immobilier, dénommé « Maison de l'environnement, de l'architecture, du paysage et du cadre de vie » sis 33 rue Montmuzard, 21000 Dijon. Cette prise de possession des lieux aura lieu à la réception de l'ouvrage.

2.2 – Travaux

L'Établissement Public assure à ses frais le nettoyage, l'entretien courant et la réparation des installations, équipements et matériels nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Toutes les dépenses afférentes à des travaux imputables à la section d'investissement, seront prévues au budget de l'Établissement Public conformément aux règles comptables applicables à une régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière chargée de l'exploitation d'un service public administratif.

Article 3 - CHARGES

L'Établissement Public prendra à son compte l'ensemble des abonnements concernant l'eau, l'électricité, le chauffage, le téléphone et généralement, toutes autres sources de fluides ou d'énergie.

Article 4 – ASSURANCES

a) - Assurance « responsabilité civile » de l'Établissement Public

L'Établissement Public devra justifier de la souscription, auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, d'une police d'assurance « responsabilité civile » pour un montant minimum par sinistre.

Le Grand Dijon est considérée comme tiers par rapport à l'Établissement Public. Ce dernier devra faire figurer, dans la police souscrite, le Grand Dijon en tant qu'assuré additionnel, l'assureur renonçant à tout recours à l'encontre du Grand Dijon.

La police d'assurance dont copie sera transmise au Grand Dijon dans le délai d'un mois suivant la signature de la convention, couvrira les conséquences pécuniaires des dommages de toutes natures (corporels, matériels, immatériels) causés aux tiers.

L'Établissement Public devra faire apparaître, dans la police souscrite, l'engagement de la compagnie d'assurance ou du mandataire de notifier au Grand Dijon toute résiliation ou modification substantielle des conditions de garantie.

b) - Autres assurances

Les immeubles affectés à l'Établissement Public constituant des ouvrages publics, l'Établissement Public devra obtenir de son assureur que les garanties soient accordées tant selon les règles de la responsabilité administrative que selon celles du code civil.

La mise à disposition d'un bien à une régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière ayant pour effet de lui conférer les droits et obligations du propriétaire, l'Établissement Public assurera les bâtiments pour les risques d'incendie, d'explosion et de risques annexes.

L'Établissement Public devra justifier avoir souscrit, tant pour son propre compte que pour celui du Grand Dijon, auprès d'une compagnie notoirement solvable, une police d'assurance couvrant les risques d'incendie, d'explosion, de risques spéciaux et de bris de machine.

Une copie de cette police sera transmise au Grand Dijon, dans un délai d'un mois suivant la signature de la convention.

L'Établissement Public devra faire apparaître, dans la police souscrite, l'engagement de la compagnie d'assurance ou du mandataire de notifier au Grand Dijon toute résiliation ou modification substantielle des conditions de garantie.

Article 5 – RESPONSABILITE DE L' ETABLISSEMENT PUBLIC

L'Établissement Public fera son affaire de tous les risques pouvant provenir du fait de son exploitation.

Il sera seul responsable, vis-à-vis des tiers, et sauf cas de force majeure, de tous accidents, dégâts et dommages, de quelque nature que ce soit.

Il garantira le Grand Dijon contre tout recours.

Article 6 – SOUTIEN ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE DU GRAND DIJON

Afin de faciliter le fonctionnement de l'Établissement Public, et dans un objectif de rationalisation des moyens, le Grand Dijon assure gracieusement à l'Établissement Public le support de ses services fonctionnels (finances, comptabilité, gestion du personnel, patrimoine, systèmes d'information,

juridiques), afin d'assister l'Établissement Public dans son fonctionnement administratif.

TITRE II – PERSONNEL

Article 7 – PERSONNEL AFFECTÉ À L'EXPLOITATION

L'Établissement Public recrute et affecte au fonctionnement du service le personnel en nombre et en qualification qui lui est nécessaire pour remplir sa mission.

Article 8 – PERSONNEL TITULAIRE DU GRAND DIJON

Ce personnel peut opter soit pour le détachement auprès de la régie soit pour la disponibilité pour convenances personnelles selon les modalités prévues par le statut de la fonction publique territoriale.

TITRE III - CONDITIONS FINANCIÈRES

Article 9 – IMPÔTS ET TAXES

L'Établissement Public supportera tous les impôts et taxes afférents à son activité et aux locaux qui lui sont affectés et notamment l'impôt foncier.

Article 10 – AMORTISSEMENTS

L'amortissement des biens mobiliers et immobiliers affectés au fonctionnement de l'Établissement Public et qui ont connu un début d'amortissement sera poursuivi par l'Établissement Public dans les mêmes conditions.

Article 11 – SUBVENTIONS – AIDES FINANCIÈRES

Le Grand Dijon accordera à l'Établissement Public une subvention de fonctionnement. Le montant annuel de cette subvention est déterminé par le Grand Dijon à partir d'un programme prévisionnel de fonctionnement et d'un compte prévisionnel fournis par l'Établissement Public.

Cette participation sera versée en fonction des besoins de trésorerie qui apparaîtront au cours des périodes concernées.

Le paiement sera justifié par un plan de trésorerie établi par le comptable de l'Établissement Public et validé par le Directeur de ce dernier.

Si des investissements importants devaient être réalisés au cours des exercices considérés, et si la répercussion financière de ces investissements était de nature à entraîner un déséquilibre du budget de fonctionnement, le Grand Dijon pourrait envisager l'attribution d'une subvention exceptionnelle.

Cette aide financière ferait alors l'objet d'une délibération expresse du Conseil de communauté en application de l'article L.2224 – 2 2° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les budgets prévisionnels et les comptes financiers annuels établis par l'Établissement Public comprendront, en annexe, une valorisation des services rendus par le Grand Dijon au titre du support administratif défini à l'article 6 de la présente convention. Cette valorisation sera établie par les services du Grand Dijon.

Article 12 – DOCUMENTS FINANCIERS

En application des articles R 2221 – 49 à R 2221 – 52 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'Établissement Public procédera, en fin d'exercice, à l'établissement d'un inventaire et d'un compte financier.

Ces documents, accompagnés du rapport du Directeur, seront adressés au Grand Dijon, pour information, dans les deux mois qui suivront la délibération du conseil d'administration qui les aura approuvés.

TITRE IV – DUREE DE LA CONVENTION

Article 13 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans. Toutefois, elle pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception et un préavis de deux mois.

Article 14 – SORT DES BIENS

A la date de dissolution de l'Établissement Public, les biens affectés au fonctionnement de la Maison de l'environnement, de l'architecture, du paysage et du cadre de vie feront retour au Grand Dijon. Il sera alors procédé à un état des lieux descriptif et quantitatif de l'ensemble de ces biens.

TITRE V – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile :

- 40 avenue du Drapeau à Dijon, pour le Grand Dijon,
- 40 avenue du Drapeau à Dijon, pour l'Établissement Public jusqu'à réception du bâtiment, puis 33 rue Montmuzard à Dijon.

Fait à Dijon, le

En cinq exemplaires, un destiné à être déposé à la Préfecture de la Côte d'Or, un pour l'Établissement Public et trois pour le Grand Dijon.

Pour l'Établissement Public
doté de la personnalité morale et de
l'autonomie financière de la Vapeur,
Le Président

Pour le Grand Dijon
Le Président